

Politique « Obligations en matière de protection des données personnelles  
dans les relations avec nos prestataires »

**Responsable de la procédure :** Référent protection des données personnelles auprès du DPO Florence Goslino Peion et DPO

**Version :** 1.1

**Présentée à :** Service Patrimoine /Véronique Lenoble  
Service Relation Clientèle / Christophe Durel  
Direction Générale / Philippe Sagnes  
Ressource Humaines/ Stéphanie Mahuet

**Destinataires :** Collaborateurs d'in'li Paca, Locacil et GIE LSM

**Date :** 25/07/2023

**Objet :** La gestion des Contrats et Marchés avec nos prestataires sous-traitants au sens du RGPD

## Sommaire

1. Contexte .....	1
2. Champs d'application .....	2
3. Fournisseurs concernés .....	2
4. Identification d'un prestataire sous-traitant au sens du RGPD.....	2
5. Logigramme de la démarche .....	2
6. Eléments contractuels à intégrer.....	4
7. Annexes .....	7

### 1. Contexte

Depuis l'entrée en application du Règlement 2016/679 (« RGPD ») le 25 mai 2018, in'li Paca, Locacil, et le GIE LSM doivent conclure un contrat **conforme à l'article 28 du Règlement 2016/679 avec ses prestataires qui ont la qualité de sous-traitants.**

Le terme **sous-traitant désigne les prestataires qui traitent des données à caractère personnel** (nom, prénom, adresse...) **pour le compte d'une société** comme les fournisseurs de cloud, de solution éditique, de messagerie électronique, d'outil RH, d'entretiens d'immeubles etc...

Cette Politique propose un mode opératoire pour gérer l'obligation qui incombe à in'li Paca, Locacil, ou le GIE LSM d'intégrer dans les contrats avec leurs sous-traitants une clause conforme à l'article 28 du RGPD.

## 2. Champs d'application

Cette Politique s'impose à l'ensemble des personnels d'in'li Paca, Locacil, GIE LSM qui dans le cadre de leurs missions ont le pouvoir d'établir des marchés ou conclure des contrats selon les règles de la commande publique et interne (seuil et délégation).

## 3. Fournisseurs concernés

Les fournisseurs concernés sont ceux qui ont un contrat ou un marché en cours, s'il n'est pas conforme et les futurs fournisseurs pour s'assurer que la relation contractuelle ou marché est conforme.

## 4. Identification d'un prestataire sous-traitant au sens du RGPD

Afin d'identifier les sous-traitants, il est recommandé de se poser les principales questions suivantes :

- Est-ce que le prestataire est amené à traiter des données à caractère personnel ?
- Est-ce que le prestataire n'agit que sur instruction d'in'li Paca, Locacil ou le GIE LSM ? Autrement dit exerce-t-il une influence telle sur le traitement de données à caractère personnel qu'il pourrait être considéré comme responsable de traitement ?
- Est-ce qu'il poursuit une finalité qui lui est propre différente ou est-ce qu'au contraire il ne traite les données que pour le compte d'in'li Paca, Locacil ou le GIE LSM et pour les finalités pour lesquelles elles lui sont confiées ?
- Est-ce qu'il définit les moyens du traitement ou est-ce que au contraire in'li Paca, Locacil ou le GIE LSM qui les définit ?

Dans certaines situations, la qualification est malaisée, aussi en cas de difficulté de qualification du fournisseur, vous pouvez contacter votre Référent RGPD ou votre DPO.

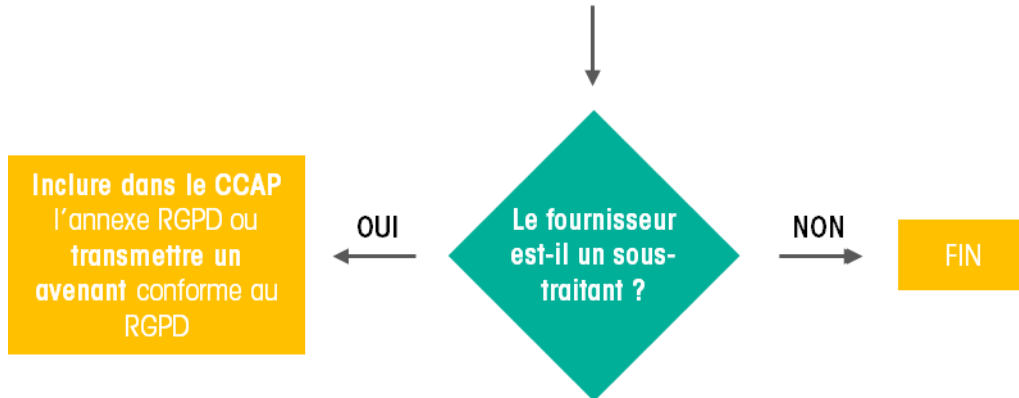
**Il est important de retenir la bonne qualification car les clauses imposées par l'article 28 précité le sont pour les contrats de sous-traitance uniquement.**

## 5. Logigramme de la démarche

Plusieurs situations peuvent se présenter (logigramme ci-après) :

1. S'il s'agit d'un marché ;
2. S'il s'agit d'un contrat hors marché ;
3. S'il s'agit d'un bon de commande en l'absence de contrat ou de marché.

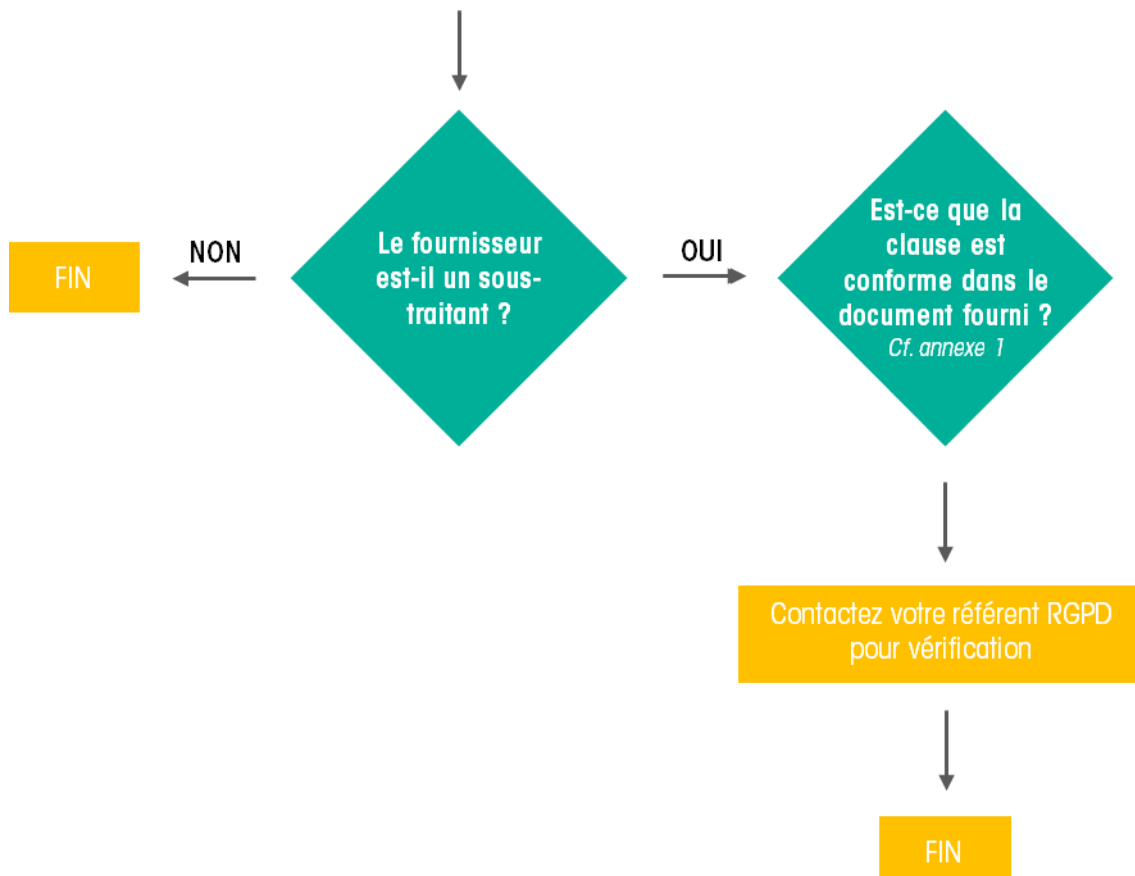
1. S'il s'agit d'un marché :



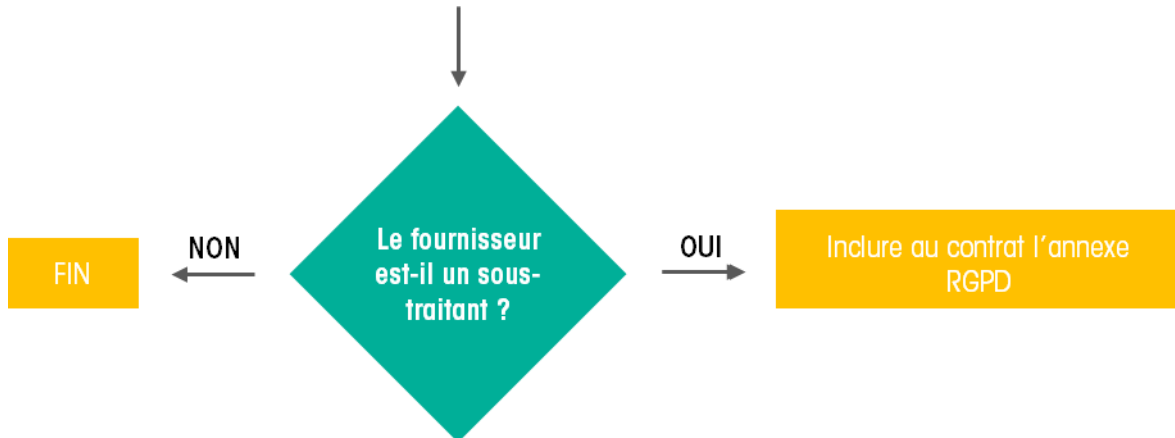
- S'il s'agit d'un nouveau marché ou si le marché existe déjà mais l'annexe RGD n'avait pas été intégrée au marché :

S'il s'agit d'un contrat hors marché :

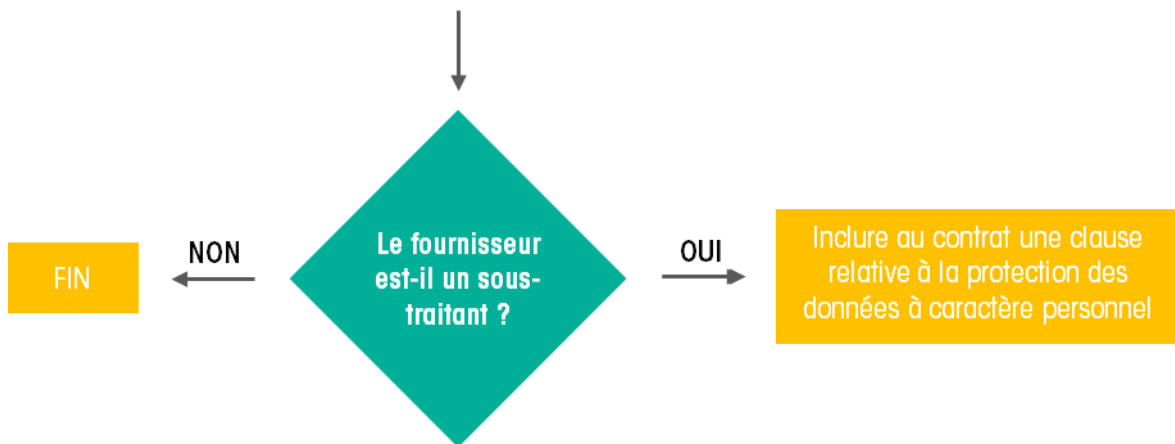
- Si le prestataire vous propose une clause RGD, que la relation soit existante ou nouvelle :



- S'il s'agit d'un nouveau contrat qui est proposé par in'li Paca, Locacil ou le GIE LSM :



2. S'il s'agit d'un bon de commande en l'absence de contrat ou de marché.



En cas de doute ou de question sur la démarche à suivre, veuillez contacter votre Référent protection des données Florence Goslino Peion ✉ [florence.goslino-peion@inli.fr](mailto:florence.goslino-peion@inli.fr) ou votre Délégué à la protection des données (DPO) Elodie Le Lann ✉ [elodie.lelann@inli.fr](mailto:elodie.lelann@inli.fr)

## 6. Éléments contractuels à intégrer

Conformément à l'article 28 du RGPD, il convient de prévoir au sein des contrats, des marchés ou des bons de commandes les éléments contractuels nécessaires.

- Si vous êtes à l'origine du contrat ou du marché, vous devez insérer l'annexe « Engagement relatif à la protection des données à caractère personnel » disponible à l'adresse suivante : F:\RGPD\Modèles Marchés contrats Engagement

Pour les fournisseurs fréquemment sollicités inter ou intra service, vous devez insérer l'annexe « Avenant relatif à la protection des données à caractère personnel » disponible à l'adresse suivante : F:\RGPD\Modèles Marchés contrats Engagement.

- Si vous n'êtes pas à l'origine du contrat, vous devez vous assurer que les éléments requis sont bien présents dans le Contrat ou le Marché. Si rien n'est prévu alors il convient d'utiliser l'une ou l'autre des deux annexes : « Engagement relatif à la protection des données à caractère personnel » ou « Avenant relatif à la protection des données à caractère personnel » disponibles tous deux à l'adresse suivante F:\RGPD\Modèles Marchés contrats Engagement.

Si des clauses existent, vous devez vérifier leur conformité à l'aide de la **check liste figurant en annexe 1**. Si un écart apparaît alors vous devez modifier l'existant pour y intégrer les éléments manquants en vous appuyant sur les modèles proposés que vous F:\RGPD\Modèles Marchés contrats Engagement ».

- Si vous contractualisez via un bon de commande, vous devez vérifier que la clause relative à la protection des données à caractère personnel est bien présente.  
Attention, il s'agit de mettre une mention pour les prestations qui sont demandés par bon de commande en l'absence de contrat ou de marché (les contrats et les marchés doivent contenir les clauses complètes relatives à la sous-traitance).  
L'efficacité d'une telle clause est limitée mais elle présente l'avantage d'exister. Elle ne doit concerner que des travaux pour lesquels les données sont accessoires comme la communication du nom, prénom, adresse du locataire pour intervention d'un plombier.

**La mention à intégrer au bon de commande est la suivante :**

Le Prestataire s'engage à réaliser les prestations objet du présent bon de commande, pour le compte de la société in'li Paca, Locacil ou GIE LSM (1). Il garantit in'li Paca, Locacil ou GIE LSM (1) qu'il met en place toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer la protection de données à caractère personnel auxquelles il aura accès ou qui lui seront communiquées conformément aux exigences de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement n°2016/279 du 27 avril 2016, notamment leur sécurité et leur confidentialité.

La notion d'instruction est considérée comme étant acquise lorsque le Prestataire agit dans le cadre de l'exécution de la présente commande. Le Prestataire ne peut sous-traiter, au sens de loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement 2016/679 du 27 avril 2016, tout ou partie des

prestations, sans l'autorisation écrite préalable, spécifique et exprès de la société in'li Paca, Locacil ou GIE LSM.

Sauf disposition dispositions contractuelles contraires, le Prestataire s'engage à l'issue des prestations à procéder à la suppression des données qui lui ont été communiquées à la seule fin de la réalisation de celles-ci ou à les restituer à la société in'li Grand Est selon ses indications.

- (1) Mettre la société concernée uniquement

En cas de question, vous pouvez vous adresser à la Référente protection des données à l'adresse suivante [florence.goslino-peion@inli.fr](mailto:florence.goslino-peion@inli.fr) ou au Délégué à la protection des données (DPO) à l'adresse [elodie.lelann@inli.fr](mailto:elodie.lelann@inli.fr)

## 7. Annexes

### ANNEXE 1 : CHECK LIST DE VERIFICATION CONFORMITE

#### CLAUSE SOUS TRAITANCE

EXIGENCES	VALIDATION	COMMENTAIRES
Objet du traitement (art 28 §3)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Durée du traitement (art 28 §3)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Nature du traitement (art 28 §3)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Finalité du traitement (art 28 §3)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Type de données à caractère personnel (art 28 §3)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Catégories de personnes concernées (art 28 §3)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Obligations du responsable du traitement (art 28 §3)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Droits du responsable du traitement (art 28 §3)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Le fait que le sous-traitant ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement (y compris, transferts de données vers un pays tiers) (art 28 §3 a)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Obligation du sous-traitant d'informer le responsable du traitement en cas d'une obligation pesant sur lui de faire de transferts hors UE (art 28 §3 a)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Obligation du sous-traitant de veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité (art 28 §3 b)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Le sous-traitant doit garantir la sécurité des données (art 28 §3 c et art 32) : - pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ; - moyens permettant de garantir la confidentialité, intégrité, disponibilité et résilience constantes des services et de traitements ; - moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci en cas d'incident physique ou technique ; - procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Autorisation écrite <b>spécifique ou générale</b> du sous-traitant pour recruter un autre sous-traitant (art 28 §3 d et art 28 § 2)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	

EXIGENCES	VALIDATION	COMMENTAIRES
<b>Si l'autorisation est générale</b> : obligation du sous-traitant d'informer le responsable du traitement en cas de changements prévu concernant les autres sous-traitant pour que le responsable du traitement puisse s'y opposer		
Application des mêmes obligations citées plus haut au sous-traitant recruté par le sous-traitant (art 28 §3 d et art 28 § 4)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Lorsque le sous-traitant recruté ne remplit pas ses obligations, le sous-traitant initiale demeure responsable devant le responsable du traitement (art 28 §3 d et art 28 § 4)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Le sous-traitant assiste le responsable du traitement à donner suite aux demandes des personnes concernées (art 28 §3 e)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Le sous-traitant aide le responsable du traitement à respecter ses obligations (art 28 §3 f) 1) mesures de sécurité (Cf. 11) (art 32) 2) notification à l'autorité de contrôle (art 33) 3) communication à la personne concernée d'une violation (art 34) 4) analyse d'impact (art 35) 5) consultation préalable (art 36)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Obligation du sous-traitant de supprimer toutes les données à caractère personnel ou de les renvoyer au responsable du traitement au terme de la prestation de services relatifs au traitement, et d'en détruire les copies existantes (art 28 §3 g)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Obligation du sous-traitant de mettre à disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations (art 28 §3 h)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Obligation du sous-traitant de permettre la réalisation d'audits et inspections par le responsable du traitement ou un autre auditeur (art 28 §3 h)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Obligation du sous-traitant de contribuer à la réalisation d'audits et inspections par le responsable du traitement ou un autre auditeur (art 28 §3 h)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Obligation du sous-traitant d'informer le responsable du traitement si une instruction constitue une violation des règles applicables en matière de protection des données à caractère personnel (art 28 §3 h)	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
Obligation pour le sous-traitant de tenu d'un registre des traitements réalisés pour le responsable de traitement	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	